



NATIONS UNIES
MALI



Le Coordonnateur Résident des
activités opérationnelles
du Système des Nations Unies au Mali

RAPPORT ANNUEL 2021

DE RESULTATS
DES NATIONS UNIES
AU MALI

SOMMAIRE



Avant-Propos -----	3
Équipe pays de l'ONU au Mali-----	4
Partenaires au développement -----	5
Chapitre 1 : Principaux axes de développement au niveau national et régional-----	6
Chapitre 2 : Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales grâce au plan -cadre de coopération-----	9
2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération-----	10
La mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight-----	11
Principes de programmation du Cadre de coopération-----	12
2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération-----	13
2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030 -----	26
2.4 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies -----	26
2.5 Évaluation et leçons tirées-----	27
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources-----	28
Chapitre 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année à venir-----	30
Liste des sigles et acronymes -----	31

Le gouvernement de la République du Mali et le Système des Nations Unies se sont résolument engagés dans la mise en œuvre du nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (UNSDCF) malgré le contexte particulier de l'année 2021 marqué par plusieurs défis, notamment politiques et institutionnels, humanitaire, de sécurité et des effets de la crise de la pandémie du COVID-19.

L'UNSDCF est le cadre de programmation conjointe et d'engagement du gouvernement de la République du Mali et du système des Nations Unies pour la période 2020 - 2024. Il s'aligne sur le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali (CREDD) 2019 – 2023, sur l'Agenda 2030 et sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Sa mise en œuvre, suivant l'approche Nexus humanitaire, développement et paix, est complémentaire du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2020-2022 et du Cadre Stratégique Intégré (ISF) 2019-2021.

Elaboré de façon participative et inclusive, l'UNSDCF du Mali s'inscrit dans la nouvelle génération des Cadres de coopération tel que voulu par la réforme du système des Nations Unies pour le développement entreprise par le Secrétaire Général des Nations Unies. Il a pour objectif de renforcer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des activités opérationnelles des Nations Unies de manière à contribuer de façon optimale, collective et cohérente à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans un Mali apaisé, uni et résilient.

Le présent Rapport de Résultats au titre de l'année 2021, deuxième année de mise en œuvre de l'UNSDCF du Mali, présente les progrès réalisés au cours de l'année dans la contribution des Nations Unies aux priorités de développement durable du pays, les contraintes et les défis, les enseignements tirés et les perspectives pour l'année 2022. Les résultats exposés sont le fruit de la collaboration constante entre le système des Nations Unies et ses partenaires des services centraux et déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales, de la société civile, du secteur privé et des donateurs et partenaires techniques et financiers du Mali. Nous voudrions donc ici saluer l'engagement constant et les contributions de toutes les parties prenantes à soutenir la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 au Mali et à assurer que personne ne soit laissée de côté.

Des progrès sont certes notés au terme de cette deuxième année du cycle mais les défis restent élevés pour l'atteinte des cibles visées. C'est pourquoi, au nom du Gouvernement de la République du Mali et du système des Nations Unies, nous invitons et encourageons toutes les parties prenantes, les acteurs de développement et humanitaires au niveau central et déconcentré, les collectivités locales, les partenaires techniques et financiers, les populations bénéficiaires à ne ménager aucun effort à contribuer à la transformation et à la prospérité du Mali.

De tous nos vœux, nous osons espérer qu'à travers les efforts collectifs de tous, les résultats escomptés pour ce cycle programmatique seront concrétisés à l'horizon 2024 à travers une gouvernance et une croissance inclusives, une résilience renforcée des systèmes et des individus, une gestion durable de l'environnement, un accès équitable aux services sociaux de base de qualité et la protection sociale renforcée, assurant à chaque malienne et à chaque malien la dignité, le bien-être et la prospérité.



S.E.M. Abdoulaye DIOP

Ministre des Affaires Etrangères et de la
Coopération internationale
République du Mali



M. Alain NOUDEHOU

Représentant Spécial Adjoint du
Secrétaire Général pour la MINUSMA,
Coordonnateur Humanitaire et
Coordonnateur Résident du Système
des Nations Unies

ÉQUIPE DE PAYS DE L'ONU AU MALI



L'équipe pays du Mali est constitué de 22 agences présidée par la Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire général des NU, Coordonateur Humanitaire et Coordinateur Résident du systèmes des NU pour les opérations de développement dans le pays.

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) au Mali, sous la direction du Coordinateur Résident (RC), est constitué des représentants des agences, fonds et programmes des Nations Unies ayant des opérations sur le territoire. Cette équipe travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Mali et d'autres partenaires au développement pour s'assurer que son travail est aligné sur le programme et priorités nationales. Le cadre général dans lequel l'équipe de pays des Nations unies travaille est le Cadre de Coopération des Nations unies pour le développement durable 2020 - 2024(UNDSCF),

qui présente les principaux objectifs de développement partagés du système des Nations unies dans le pays.

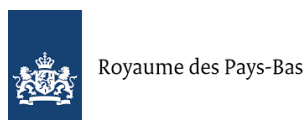
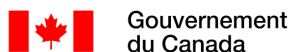
Les résultats de l'UNSDCF sont alignés sur les priorités nationales formulées dans le document de Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable 2019 - 2023 (CREDD) et contribuent à la réalisation de plusieurs des 77 cibles des ODD priorisées par le Mali. Ils sont organisés autour de trois axes stratégiques:

LA FAMILLE DES NATIONS UNIES AU MALI



PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Les partenaires clés de mise en œuvre du Cadre de Coopération 2020-2024 au niveau national sous la coordination générale du Ministère en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale sont les autorités gouvernementales chargées de la coordination des programmes spécifiques des agences du SNU, les ministères, les ONG/OSC avec l'appui des institutions financières internationales, la coopération bilatérale et multilatérale et les acteurs du secteur privé.





CHAPITRE 1

Principaux axes de
développement au niveau
national et régional



PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

Sur le plan mondial, régional, sous-régional et national, les pays restent confrontés à une multitude de crises, et de manière particulière au Sahel central, où la situation demeure préoccupante pour les pays déjà fragilisés au cours de l'année 2021. En effet, l'instabilité politique intervenue au Mali en mai 2021, n'a pas aidé à freiner les crises déjà complexes et à croissance rapide provoquant davantage des besoins humanitaires sans précédent. Cette situation n'a pas épargné les autres pays du Sahel central dont les conflits et l'insécurité continuent à forcer plus de personnes que jamais à fuir leurs foyers, détruisant le tissu social des communautés et perturbant les services sociaux de base et la gouvernance.

Le Programme de travail 2021 de l'équipe de pays des Nations Unies au Mali s'est déroulé dans cet environnement défavorable marqué toujours par les séquelles des crises sanitaire de la Covid-19 et sécuritaire. Le pays a bénéficié d'une mise à disposition de plusieurs types de vaccins qui devraient aider à réduire la gravité et la fréquence des infections. Cependant, la population vaccinée n'a pas suivi le niveau de vaccins reçus. Cette situation reste une préoccupation majeure pour le pays et doit être adressée de manière conséquente par les autorités afin que cela ne constitue une limite à la reprise et la normalisation élargie aux activités.

Le contexte sociopolitique, sécuritaire et humanitaire reste un défi au Mali au cours de l'année 2021. La conséquence de la détérioration est la persistance des conflits et l'insécurité qui continuent d'accroître

les mouvements de population. Cette longue crise a freiné le développement du pays et n'est pas resté sans effet sur la trajectoire de la plupart des ODD qui présente de réels défis, nécessitant des efforts conséquents. Le récent rapport du Ministère de l'Economie et des Finances sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali de 2016 à 2020 et les différents rapports de suivis des ODD (2017, 2018 et 2019) élaborés par la Cellule Technique CSLP, permettent de conclure que des contraintes et défis importants handicapent encore le processus pour l'atteinte des ODD à l'horizon 2030, mais qu'il existe de réelles perspectives pour le renforcement des dimensions du développement durable au Mali, à savoir : l'économique, le social et l'environnemental. L'analyse des résultats enregistrés par le pays dans la mise en œuvre et du CREDD et des ODD de façon spécifique permet de mesurer les performances et d'apprécier les défis et contraintes sur le chemin de l'atteinte des cibles visées.

Ainsi, des progrès ont certes été enregistrés en matière de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté mais beaucoup d'efforts sont encore nécessaires si l'on ne veut laisser personne de côté. Dans le domaine de la protection sociale, la couverture universelle pour tous est loin d'être atteinte ; trois enfants de 6-18 ans sur 10 ont accès à l'école en 2019 ; l'égalité des sexes demeure encore un défi très important au Mali qui continue à occuper une des dernières places de l'indice d'inégalité de genre, (158ème place sur 162 pays classés - PNUD, Rapport sur le développement humain de 2020).



Malgré quelques progrès par exemple au niveau du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), les femmes restent sous-représentées dans les instances publiques de décision (moins de 10% au parlement et à peine 15% aux postes de direction) et les prévalences des VSBG contre les femmes et les filles avec en tête les violences psychologiques ou émotionnelles sont élevées. Le niveau du chômage reste un défi soit 10% de la main-d'œuvre. Cependant, il est plus élevé chez les jeunes de moins de 25 ans et chez les personnes souffrant de handicap comme les infirmes et les handicapés visuels.

Dans ce contexte, Il est indispensable d'identifier des leviers qui puissent accélérer les progrès vers l'atteinte des différentes cibles ODD, en tenant compte du caractère intégré de l'agenda 2030 et du contexte spécifique du pays. Ces accélérateurs peuvent être des mesures et/ou des programmes qui permettent de lever les goulots d'étranglement et les barrières qui empêchent l'atteinte des objectifs du CREDD et des ODD. La croissance du PIB est estimée à 4,6% en 2021 contre -1,2% en 2020 et le taux de pauvreté en hausse de 2,7%.



Cette progression serait principalement tirée par les secteurs primaire (agriculture) et tertiaire et aussi par la consommation des ménages et des exportations. La valeur ajoutée du secteur primaire augmenterait de 9,1%, après une baisse de 4,3% en 2020, sous l'effet de la reprise de la production cotonnière et de la bonne tenue de la production vivrière. La production de coton atteindrait 800.000 tonnes en 2021, après une chute de 77,7% un an plus tôt. Le taux de croissance du secteur secondaire se contracterait de 0,1% comme en 2020, du fait des baisses constatées au niveau des branches « Textiles » (-8,5%) et « Métallurgie fonderie » (-3,4%). Quant à la valeur ajoutée du secteur tertiaire, elle progresserait de 4,6% contre 0,3% en 2020, tirée essentiellement par la hausse de 14,6% de la production non marchande. Au total, les contributions des secteurs primaire et tertiaire à la croissance du PIB en 2021 seraient, respectivement, de 2,9 points et 2,3 points, celle du secondaire étant nulle.

L'extrême pauvreté au Mali est estimée à 41,9% au niveau national en 2020 contre 42,3% en 2019, qui est un phénomène rural (90%). L'IDH du Mali est de 0,434 et il est resté relativement inchangé depuis 2010. L'instabilité institutionnelle et d'insécurité et la pandémie de COVID-19 ont un impact sur la situation socio-économique du pays, contribuant principalement à réduire considérablement le commerce, les emplois, la productivité, les flux d'investissement et les voyages.

La situation humanitaire au Mali continue de se détériorer en raison des effets combinés du changement climatique et de l'insécurité liée au conflit dans le nord, le centre et le sud-est du pays. La capacité de la population est affectée à accéder aux services sociaux de base ainsi qu'aux acteurs humanitaires. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) est passé de 216 639 en janvier 2021 à plus de 350 000 un an plus tard, en raison de conflits et de tensions intercommunautaires. 64 % des personnes déplacées sont des enfants et 21 % sont des femmes, 1 664 écoles sont fermées et touchent plus de 499 000 enfants. Pour répondre aux défis susmentionnés, l'équipe de pays des Nations Unies s'est concentrée sur (UNSDCF 2020-2024) trois domaines stratégiques prioritaires visant à soutenir la gouvernance, la croissance économique et la durabilité environnementale, les services sociaux de base et les secteurs de la protection sociale. L'accent mis par l'équipe de pays des Nations Unies sur le développement et la mise en œuvre de programmes conjoints transfrontaliers et régionaux dans les zones rurales qui ont un fort potentiel de création d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes pour aider à lutter contre la pauvreté, prévenir les conflits, le radicalisme et la violence l'extrémisme et renforcé son partenariat inter-agences et avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé et les PTF.

Le dynamisme insufflé à la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) en 2021 a contribué à renforcer les mécanismes en place pour assurer la complémentarité entre les initiatives de développement et de sécurité dans le Sahel, associer davantage les populations sahéniennes notamment les femmes et les jeunes pour changer le narratif de la sous-région et une meilleure coordination pour: Promouvoir la coopération transfrontalière et régionale pour la stabilité et le développement; Prévenir et résoudre les conflits, l'extrémisme violent et la criminalité, et promouvoir l'accès à la justice et les droits de l'homme; Promouvoir une croissance économique inclusive et équitable et accroître l'accès aux services de base de qualité ; Renforcer la résilience au changement climatique, améliorer la gestion des ressources naturelles et réduire la

malnutrition et l'insécurité alimentaire ; Promouvoir l'accès à l'énergie renouvelable ; et Autonomiser les femmes et les jeunes en tant que gardiens de la paix et du développement au Sahel.



CHAPITRE 2

Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales grâce au plan -cadre de coopération



2.1. ANALYSE DES RÉSULTATS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

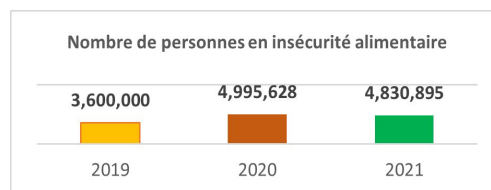
Ce chapitre présente la réponse collective du système des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux du Mali avec la participation des acteurs gouvernementaux, des organisations de la société civile, du secteur privé, et des autres partenaires au développement dans les trois axes stratégiques couverts par le Cadre de Coopération 2020-2024, à savoir : i) Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive ; ii) Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale ; iii) Services sociaux de base et protection sociale inclusive.

Dans le domaine de la gouvernance :

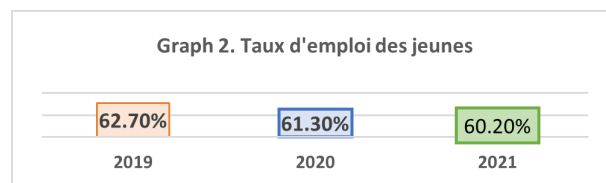
- On note une meilleure satisfaction des populations dans les expériences qu'elles ont eu avec les institutions publiques y compris les forces de défense et de sécurité, la police, les tribunaux, le gouvernement ; le taux de satisfaction est de 61% contre 47% en 2018. Concernant l'indice Mo Ibrahim sur l'Etat de droit (46,6), on enregistre un recul de 3.1 points par rapport à l'année dernière (49,7). De même, on note un recul de 8,1 points par rapport à l'indice Mo Ibrahim sur le respect des droits de l'homme, soit 42,2 contre 50,3 en 2019. Sur la représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans l'Administration publique, la Proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions (CNT) est en progression (26%) contre 20% en 2020.

Dans le domaine de la croissance inclusive, résiliente et de la durabilité environnementale :

- Le nombre de personnes en insécurité alimentaire s'est accru de 38,7% où il était de 3 600 000 en 2019 et 2020 (4 995 628), suivi d'une baisse de 3,30% entre 2020 et 2021 (4 830 895). Malgré cette légère baisse, le nombre reste encore élevé par rapport à la cible de 3 280 000 à l'horizon 2024 ;



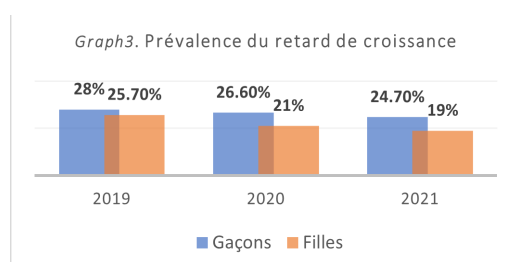
Le taux en emploi des personnes âgées de 15-40 ans est de 62,70% en 2019 et 60,2% en 2021, soit une baisse de 3,98%. Il faut noter que 68,3% de la population en emplois travaillent dans le secteur primaire suivi du commerce avec 12,3% ;



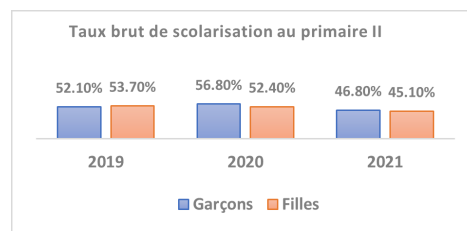
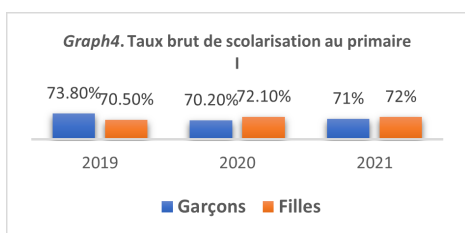
- La contribution des énergies renouvelables (solaire, biocarburant, éolienne) dans les technologies utilisées concernent essentiellement le solaire, le biocarburant et l'éolienne. Ce taux a connu une nette progression, il est de 5% en 2019 puis de 13% en 2020 et 2021.

Dans le domaine des services sociaux de base et de la protection sociale :

- La prévalence du retard de croissance est plus prononcée chez les garçons que chez les filles. Néanmoins il a connu une baisse de 11,8% chez les garçons et de 26% chez les filles. En année de référence, le taux est de respectivement 28% et 25,70% chez les garçons et chez les filles, puis de 24,70% et 19% en 2021 ;



- Entre 2019 et 2021, le taux brut de scolarisation au primaire I est en baisse de 3,8% chez les garçons (73,80% en année de référence et 71% en 2021) mais en hausse de 2,13% chez les filles (70,5% en 2019 à 72,5% en 2021). Entre 2019 et 2021, le taux brut de scolarisation au primaire II, est en baisse de 10,17% chez les garçons et de 16% chez les filles. Les valeurs obtenues en 2021 pour les deux indicateurs sont encore en deçà de la valeur cible qui est 86% à l'horizon 2023.



La mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight

Durant l'année 2021 a été surtout marquée par le contexte politico-sécuritaire ainsi que la Covid19 qui ont quelque peu influé sur la qualité des résultats obtenus. En effet, la dégradation de la situation sécuritaire et l'absence d'une Assemblée Nationale ont constitué une entrave à la mise en œuvre du plan de travail prévu. La réticence de certains leaders religieux influents à l'adoption d'une loi contre les VBG a aussi influé sur les résultats.

Malgré ce contexte difficile, des résultats importants ont été obtenus :

- Dans le domaine de l'amélioration du cadre législatif et politique, les capacités de nombreux acteurs ont été renforcées. Des points focaux genre et agents de la police nationale (210) ont acquis une meilleure compréhension du genre, des outils de planification et de prise en compte du genre dans les projets et programmes. De même, des magistrats, procureurs et substituts de procureurs (45) ont vu leurs capacités renforcées dans l'analyse et la relecture des textes législatifs en lien avec l'élimination des VBG. Une Coalition Nationale de suivi du cadre législatif sur les VBG et pratiques néfastes est mise en place et fonctionnelle à Bamako.

- Sur le plan institutionnel, 178 acteurs et actrices des ministères et des collectivités ont vu leurs capacités renforcées dans le cadre de l'élaboration des stratégies intégrant la budgétisation sensible au genre. De même des activités de plaidoyer régional ont ciblé les Préfets, les Sous-préfets et les maires pour leur adhésion à la lutte contre les VBG.

- Dans le domaine de la prévention pour le changement des normes sociales, au moins 1074 722 femmes, filles hommes et garçons ont été informés et sensibilisés sur les VBG. Au moins 5171 déclarations publiques de soutien à l'abandon des mariages d'enfants et MGF ont été faites par les leaders religieux, communautaires et ambassadeurs de bonne volonté et au moins 221 communautés ont signé un engagement pour l'abandon des VBG. Des pratiques innovantes ont été expérimentées et qui ont permis de contribuer aux résultats cités ci-haut.

- Afin d'assurer une prise en charge holistique efficace, 10 One Stop Center ont été installés à travers le pays. Des activités d'information dans le but de favoriser l'orientation des survivantes vers ces unités ont été réalisées atteignant environ 217 959 personnes. 712 prestataires formés ont permis de prendre en charge 869 personnes survivantes de VBG.

- En ce qui concerne la production des statistiques fiables, les capacités de l'INSTAT, du PNVBG et des acteurs producteurs de données VBG ont été renforcées sur l'analyse des données qualitatives et quantitatives. La base de données sur les VBG qui sera accessible à tous les partenaires, servira à l'ensemble des acteurs de moyens sûrs de plaidoyers.

- Enfin, dans le domaine des renforcements des mouvements féminins, 05 réseaux composés de plus de 250 OSC ont été mis en place pour faire des plaidoyers à l'endroit des leaders traditionnels, sensibiliser 10560 jeunes, 160 leaders traditionnels et religieux, 3300 femmes et hommes à travers des canaux de sensibilisation appropriés.



PRINCIPES DE PROGRAMMATION DU CADRE DE COOPÉRATION

Ne laisser personne de côté : les besoins des groupes vulnérables, traduits dans la théorie du changement, sont adressés sous les trois axes de l'UNSDCF et spécifiquement sous les axes 2 et 3. Par ailleurs, l'analyse des disparités géographiques fait ressortir des vulnérabilités et risques accrus dans certaines zones du pays, tels ressortis dans le BCP.

Droits de l'Homme : les trois axes de l'UNSDCF prennent en compte l'approche basée sur les droits de l'Homme et mettent un accent particulier sur les questions liées aux débiteurs d'obligations et aux détenteurs de droit. Les programmes et projets intègrent la promotion des droits de l'Homme notamment économiques, culturels, civils, sociaux, politiques et les conventions internationales du travail conformément aux engagements internationaux du Mali. Cette approche prend en considération les disparités et spécificités de chaque région du Mali ainsi que les préoccupations des couches les plus

vulnérables.

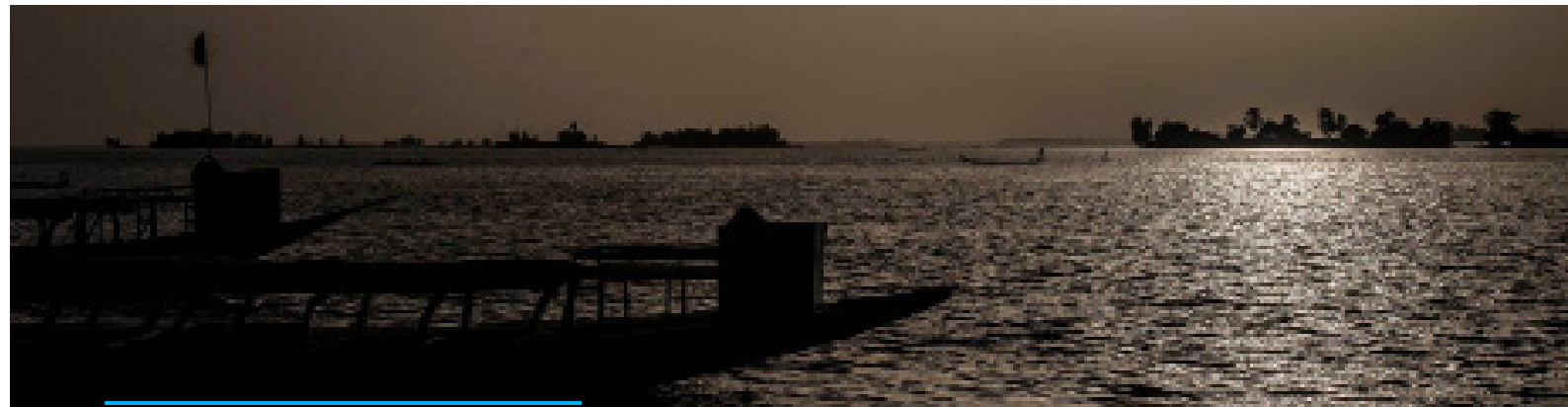
Genre et équité : Les femmes sont victimes d'inégalité et d'exclusion à tous les niveaux. Elles subissent toutes les formes de violences visibles et invisibles mettant le Mali parmi les pays au monde où la situation est encore préoccupante en matière d'égalité liée au genre et aux différentes formes d'injustices. L'amélioration du faible niveau d'éducation et de formation qui impacte négativement leur niveau de participation à la vie sociale et politique et à la création de richesses est prise en compte dans les résultats stratégiques de l'UNSDCF.

Résilience : L'UNSDCF apporte une réponse aux besoins de court, moyen et long terme permettant de faire face aux crises et chocs, de se relever, s'adapter face aux changements, et d'opérer des transformations face aux crises. Il offre un paquet de réponses intégrées et multisectorielles qui renforcent à la fois : i) le capital

humain à travers des interventions à impacts sur le potentiel des plus vulnérables par le renforcement de l'accès aux services sociaux de base et à la protection ; ii) le capital physique et financier à travers les actions sur l'inclusivité économique, tout en préservant le capital naturel en le restaurant et en renforçant la capacité d'anticipation, de préparation et de gestion des risques ; iii) le capital social et politique à travers des actions de renforcement de la cohésion et consolidation de la paix et de la gouvernance.

Redevabilité : Le comité national conjoint de pilotage de l'UNSDCF est le premier responsable de l'exécution de l'UNSDCF. L'Equipe Pays et les agences sont responsables de l'assistance au gouvernement pour la réalisation de l'agenda 2030 à travers la mise en œuvre de l'UNSDCF. Cette redevabilité mutuelle renvoie aussi à la redevabilité de tous les acteurs concernés par l'UNSDCF à porter assistance aux populations en danger et en détresse dans les zones de conflits.





2.2. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

Axe 1 : Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Effet 1.1 : D'ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive

PRODUIT 1.1.1 : Les acteurs étatiques et non étatiques en charge de la justice et de la chaîne pénale disposent de capacités renforcées pour fournir des services de qualité à la population et particulièrement les groupes spécifiques (enfants, victimes de VBG, etc.)



AGENCES: **ONU Femmes, MINUSMA (HCDH, SAJP, UNPOL), PNUD, OIM, BIT**

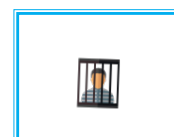
Les Nations Unies ont appuyé des sessions de formations au profit de différents acteurs (justice, police, etc.). Ceci a permis d'aboutir à l'amélioration de la qualité des services fournis dans plusieurs domaines.



Capacités renforcées de 1262 acteurs dont 66 femmes sur Diverses thématiques

Amélioration des conditions carcérales dans 9 établissements pénitentiaires

1154 détenus ont accès aux activités sportives, bénéficient de formations et de kits d'hygiène



.Les Nations Unies ont appuyé les membres de la réunion statutaire du Comité Genre du MJDH pour l'examen du plan de travail 2021. Ce comité est composé de 11 personnes dont 5 femmes)

.80 acteurs de la chaîne pénale des régions de Ségou et de Mopti (tribunaux de grande instance, commissariats de police, brigades territoriales, directions pénitentiaires, pelotons de la garde nationale, auxiliaires de justice) dont 30 femmes, ont des connaissances accrues sur le genre, les droits humains et les besoins stratégiques des femmes.



Produit 1.1.2 : Les institutions et acteurs chargés du contrôle et de la veille sur le respect de l'Etat de droit (AN, CNDH, le Vérificateur Général, le Médiateur de la République, les médias, la société civile, les organisations d'employeurs et de travailleurs) disposent de capacités renforcées pour jouer efficacement leur rôle.



AGENCES: **PNUD, MINUSMA (DDHP/HCDH), BIT, ONU Femmes**

- Dans le cadre du renforcement des capacités des institutions en charge du contrôle et de la veille sur le respect de l'Etat de droit, le soutien apporté par les Nations Unies à la CNDH lui a permis de finaliser le Rapport sur l'esclavage et sur le droit à la santé dans les régions du Centre du Mali ;
- 30 journalistes dont 09 femmes du district de Bamako, et des régions de Gao, Ménaka et Tombouctou, ont été formés pour couvrir des sujets liés à l'esclavage et à la discrimination fondée sur l'esclavage ainsi que le travail forcé au Mali.

Produit 1.1.3 : Les structures de lutte contre la corruption sont renforcées et dotées de mécanismes de suivi efficaces



AGENCES: **PNUD**

- 35 officiers et agents de police judiciaire dont 4 femmes de la brigade financière du pôle économique et financier outillés en technique et méthodologie d'enquête des dossiers de corruption



Produit 1.1.4 : Les femmes et les jeunes, les personnes handicapées participent plus activement et de façon équitable à la gestion de la vie publique (processus électoraux, fora et débats publics, dialogue national)



AGENCES: **OIM, ONU Femmes, BIT**

- Insertion d'un collectif de 69 migrants dans la vie active dans la réalisation de projets maraîchers
- Acquisition d'espaces agricoles



Produit 1.1.5 : Les institutions et structures étatiques, les partis politiques, la société civile, les médias disposent de capacités renforcées pour assurer des processus démocratiques transparents, égalitaires, crédibles et inclusifs (réformes institutionnelles, élections, décentralisation, planification et budgétisation sensibles au genre).



AGENCES: **UNICEF, OIM, PAM, ONU Femmes, UNFPA, UNESCO, BIT**

Les Nations Unies ont contribué au renforcement des capacités des points focaux des institutions et structures étatiques, des réseaux et organisations féminines.

- 300 femmes leaders étant candidates ou susceptibles de l'être ont les capacités renforcées afin de s'engager dans un processus électoral



60 organisations de femmes ont amélioré leurs capacités en entrepreneuriat et sont aptes à faire du plaidoyer pour mettre en oeuvre la budgétisation sensible au genre au niveau national ou local

Des points focaux de 18 ministères formés sur la PBSG, suivent l'élaboration du rapport

Les femmes leaders du Consortium de 5 réseaux d'organisations de femmes de la société civile ont activement contribué aux consultations sur les réformes politiques et institutionnelles et portent le plaidoyer pour la prise en compte du genre

Le Réseau des Femmes Leaders Africaines (AWLN), la Plateforme des Femmes Leaders du Mali, le Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO), le Réseau des Femmes Anciennes Ministres et Parlementaires (REFAMP) et le Réseau de plaidoyer et médiation en charge du suivi de la participation des femmes dans l'Accord pour la paix ont élaboré un document de propositions et des argumentaires pour une meilleure prise en compte du genre dans les réformes du code électoral et de la charte des partis politiques qui a été partagé lors de rencontres avec les autorités nationales. Cet outil de plaidoyer a été largement disséminé auprès de 425 personnes (dont 407 femmes et

Produit 1.1.6 : Les institutions publiques et la société civile au niveau national, régional et local disposent de données statistiques et analyses fiables et désagrégées pour planifier, budgétiser, suivre et évaluer les politiques publiques, programmes et plans axés sur les ODD.



AGENCES: **UNICEF, OIM, PAM, ONU Femmes, UNFPA, UNESCO, BIT**

Les Nations Unies ont appuyé les institutions gouvernementales dans le renforcement du dispositif statistique national, dans la mise à disposition de données de qualité fiables et d'outils à utiliser dans les programmes communautaires

Système MIDAS installé au niveau de cinq postes frontières terrestres à Bamako (2), Kayes (1), Koulikoro (1) et Sikasso (1). Génération de données fiables et récentes permettant d'élaborer une politique migratoire informée, mais également de mise en oeuvre d'enquêtes policières, notamment en matière de la lutte contre le terrorisme et la traite



- 487 agents des services statistiques outillés en analyse et gestion de bases de données statistiques, dividende démographique
- Base de données socioéconomiques du Mali, 'Malikunnafoni' opérationnelle sur la nouvelle plateforme "Data For All"

Appui au processus du 5ème Recensement Général de la population et de l'Habitat (RGPH). Rehaussement de la qualité du RGPH5 et alignement sur les standards internationaux en matière de recensement



70 802 (62% de garçons et 38% de filles) inscrits sur la plateforme U-report participent désormais aux différents sondages relatifs à la promotion et au développement du bien-être et des droits des enfants

PRINCIPAUX DÉFIS :

- Dégradation des conditions sécuritaires ;
- Contraintes dues à la crise sanitaire ;
- Défis dans la mise oeuvre plutôt des projets du a la situation politique avec des délais plus long pour la mise en

Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives

Produit 1.2.1 : Les capacités nationales (structures étatiques et les autres parties signataires, les mécanismes de paix, les partis politiques, la société civile y compris les femmes et les jeunes, les médias) et les mécanismes de justice transitionnelle sont renforcés pour la mise en œuvre et le suivi de l'Accord pour la paix et la stratégie nationale



AGENCES: **UNCDF, ONU Femmes**

Les Nations Unies ont apporté leur soutien au renforcement des capacités des communautés, des collectivités locales et autres acteurs locaux dans le cadre du renforcement de la paix et de la réconciliation nationale

Produit 1.2.2 : Les acteurs locaux disposent des capacités nécessaires, entre autres à travers la promotion d'outils traditionnels et des valeurs culturelles positives, pour la prévention et la gestion des conflits communautaires, notamment ceux liés aux ressources naturelles et à l'extrémisme violent



AGENCES: **OIM, UNMAS, UNICEF, PNUD, ONU Femmes, UNCDF, ONUDI, ONUDC, OIM, PAM, FAO,**

Les Nations Unies ont soutenu la mise en place d'activités de réinsertion économiques en place en faveur des communautés pour prévenir les conflits et l'extrémisme violent et également accompagné les initiatives locales pour améliorer la participation des femmes dans la prévention et la résolution des conflits

- 200 jeunes à risque dont 30 femmes) des cercles de Ménaka et Ansongo ont été réinsérés dans diverses filières : coupe et couture, teinture, menuiserie métallique, auto-mécanique, agro-alimentaire, gestion d'entreprise et petit commerce
- 87 points focaux et leaders communautaires, dont 28 femmes ont servi de relais pour l'appui à la mise en place de cinq comités de gestion des conflits dans cinq localités. facilitant la mobilisation des communautés pour la définition de plans d'action comme base pour le développement et la mise en oeuvre de microprojets contribuant
- davantage au renforcement de la cohésion sociale, la stabilité et le lien avec les activités de lutte antimines.

■ 755 mariages d'enfants et 445 cas de mutilations génitales féminines ont pu être évités dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et le district de Bamako grâce aux efforts de prévention et de médiation des plateformes communautaires (points focaux, comités d'éveil et d'alerte, clubs des maris modèles, groupements d'adolescentes, clubs d'élèves, journalistes et communicateurs traditionnels)



Produit 1.2.3 : Les acteurs locaux et nationaux incluant les femmes et les jeunes disposent de capacités pour renforcer la cohésion sociale, la médiation, la réconciliation, le dialogue social et pour faciliter l'insertion/réinsertion des personnes retournées, réfugiées et déplacés internes



AGENCES: **UNCDF, ONUDI, OIM, PNUD, ONU Femmes, MINUSMA (Sajp, DDHP, UNPOL), PAM, UNFPA**

les Nations Unies ont soutenu le renforcement des capacités des agro-éleveurs, assisté les migrants en vue de leur réintégration sociale

- 470 personnes (élus locaux et autres acteurs locaux) des régions de Kayes et Mopti, Menaka et Gao ont acquis des compétences et capacités sur les enjeux de sécurité/cohésion sociale, sur la prévention et la gestion des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs, sur les outils d'analyse de conflits et la conception de plan d'action inclusif.
- 335 commissions foncières ont été redynamisées dans les régions de Mopti, Ségou et Gao
- 2 centres de Paix des cercles de Djenné et Bandiagara coordonnent les actions des différents partenaires et soutiennent les initiatives des jeunes.
- Les redynamisés sont fonctionnels et ont permis de résoudre plus de
- 17 conflits ont été résolus et 76 prévenus grâce aux mécanismes communautaires mis en place, favorisant ainsi l'émergence d'un environnement local plus sûr pour les femmes et les filles



Produit 1.2.4 : Les mécanismes de prévention des violations et abus des Droits de l'Homme (y compris les VBG, les droits des femmes, de l'enfant, des défenseurs des droits de l'Homme, des travailleurs et des professionnels des médias) et de protection sont établis et renforcés au niveau national et local



AGENCES: **OIM, UNICEF, MINUSMA (DDHP/HCDH), ONU Femmes**

Le Mécanisme national de référencement pour les victimes de la traite au Mali a été mis à jour et validé

Les capacités de 177 travailleurs sociaux, gestionnaires de cas et acteurs communautaires des régions de Mopti, Kayes, Gao et du district de Bamako, ont été renforcées pour fournir des services préventifs et réactifs de qualité afin de lutter contre la violence à l'égard des filles et des garçons



- 3560 comités d'éveil et d'alerte villageois et communaux (dont au moins 30% de femmes) ont été mis en place. Ces comités sont désormais efficaces pour identifier et référer des cas de VBG, ainsi que pour plaider l'abandon des MGF et mariages d'enfants. Ainsi, 3024 adolescents (1764 filles) de 13 à 18 ans qui ont subi des violences (physiques, sexuelles, émotionnelles) ont été atteints par les services sociaux, de santé ou judiciaires
- 45 comités de veille sont renforcés et engagés pour la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre et sexuelles. Ils ont conduit des médiations sociales et signalé plusieurs cas dans les Cercles de Tombouctou, Diré, Goundam et Niafunké. Certains sont référés et pris en charge par les centres de santé et les organisations de la société civile



AGENCES: **UNICEF, PNUD, ONU Femmes, MINUSMA (DDHP/ HCDH)**

Produit 1.2.5 : Les acteurs nationaux, les organisations de la société civile et les groupes de survivants sont pleinement outillés pour prendre part de manière active et informée aux processus de justice transitionnelle et de réconciliation avec une attention particulière sur les VBG y compris les violences sexuelles liées aux conflits. Le soutien apporté par les Nations Unies au processus de justice transitionnelle a permis de sensibiliser et d'outiller 500 étudiants des Facultés de Droit Public et Privé de Bamako (282 hommes et 218 filles) et 10 jeunes journalistes (dont une femme) pour faire des productions sur le travail de la CVJR.



500 étudiants des Facultés de Droit Public et Privé de Bamako (282 hommes et 218 filles) et 10 jeunes journalistes (dont une femme) ont été sensibilisés et outillés pour faire des productions sur le travail de la CVJR

- La CVJR a organisé la quatrième audience publique sur les atteintes au droit à la liberté, à la vie et à l'intégrité physique et les crimes de disparitions forcées. Elle a aussi élaboré la politique nationale de réparation en faveur des victimes des crises au Mali
- 120 femmes et 30 hommes acteurs clés sont renforcés sur les piliers de la justice transitionnelle à Mopti et Gao.

PRODUIT 1.2.6 : Le patrimoine culturel dans son ensemble est protégé, valorisé et approprié par les acteurs nationaux et locaux pour la promotion de la diversité des expressions culturelles et la cohésion sociale



AGENCES: UNESCO

La réhabilitation de 03 mosquées, de 10 maisons monumentales dans les cercles de Tombouctou et Djenné, conduisant ainsi à l'amélioration des conditions de prière et contribuant à la cohésion sociale à travers la célébration des événements sociaux sur les sites réhabilités

En témoignage : Lors de la réception des travaux, un des bénéficiaires n'a pas caché ses sentiments lors de la réception des travaux le 25 décembre 2021 à Djenné.

Il s'est exprimé en ses termes « grâce à ce projet j'ai recouvré ma dignité, je dors tranquillement, je m'habille bien, ma famille est en sécurité, je reçois des visiteurs, je remercie les partenaires et les invite à renforcer leur soutien à la population de Djenné dont la majorité se trouve dans le besoin ».



Produit 1.2.7 : Le Gouvernement, les institutions publiques centrales, locales et les structures de coordination sous-régionales ont les capacités techniques et opérationnelles renforcées pour améliorer la sécurité des populations sur tout le territoire y compris les zones transfrontalières



AGENCES: OIM, UNMAS

Grâce à l'appui des Nations Unies :

- Les capacités de 306 personnes des services de gestion des frontières (Police, Gendarmerie, Douanes) de Bamako et Gao ont été renforcées
- 203 personnels des FDSM, dont trois femmes, ont acquis les compétences, notamment techniques pour réduire la menace explosive et améliorer la sécurité des populations sur tout le territoire grâce à l'appui des Nations Unies à travers l'organisation de formations en mitigation de la menace d'engins explosifs improvisés (EEI), en fouille et détection (« Search&Detect ») ainsi qu'en neutralisation d'engins explosifs ;
- Conseil aux autorités maliennes en matière de renforcement de la capacité à répondre aux risques explosifs, ainsi que de prévention de la prolifération des armes légères et de petit calibre
- Adoption par les autorités nationales d'une feuille de route vers la mise en place d'un système de gestion de la menace liée aux EEI pour les Forces armées maliennes, ainsi que ses partenaires internationaux dont la MINUSMA et l'Union européenne
- Conseil technique à l'opérationnalisation du Centre de Formation Déminage et Dépollution (CFDD) à travers l'accompagnement à la formation de personnel FDSM par des formateurs maliens, ainsi qu'au Centre de Coordination et des Opérations (CCO) et à la Direction du Génie Militaire, contribuant notamment à soutenir l'autonomisation administrative et la coordination avec des partenaires externes

Principaux défis :

- La faiblesse des partenariats stratégiques avec les collectivités territoriales, le secteur privé et les OSC dans la prise en charge de certaines actions liées à certains types d'investissements et/ou d'actions de sensibilisation
- La dégradation de la situation sécuritaire au Nord et au Centre du Mali ne facilite pas l'accès pour la fourniture des services par les AFPs ;
- L'instabilité politique et institutionnelle, couplée à l'insécurité, a un impact sur l'opérationnalisation des plans régionaux et locaux de mise en œuvre de la résolution 1325. Les besoins de financement du Plan d'Action National de la Résolution 1325 (PAN R1325) restent encore importants notamment pour accompagner la mise en œuvre des plans régionaux et locaux, et pour assurer leur cohérence et pérennisation en lien avec les PDSEC
- Effet 2.1. D'ici 2024, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents

Axe 2 : Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale

Produit 2.1.1 : Les populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes ont acquis des compétences et capacités pour protéger et renforcer leurs moyens d'existence



AGENCES: **FAO, BIT, ONU Femmes, UNDP, OIM, FIDA**

§ Le système des Nations Unies a appuyé la fourniture d'intrants agricoles, de kits de démonstration nutritionnelles et kits de transformation maraichers à 2100 ménages des cercles de Yanfolila, Bandiagara et Baraouéli en vue d'améliorer leurs moyens d'existence. Ceci a permis la mise en place de 85 CEAP (dont 48% de femmes) pour le renforcement des producteurs en vue de l'adoption des technologies et pratiques d'adaptation aux changements climatiques ;

1 200 ménages des régions de Mopti, Tombouctou et Gao ont été appuyés dans la mise en place de leurs activités génératrices de revenus et ont bénéficié de subvention d'un

§ Les Nations Unies ont appuyé l'organisation de forum pour le développement des compétences sur les constructions vertes. Il a regroupé une trentaine de professionnels des constructions vertes, les professeurs d'universités, d'enseignants d'écoles professionnels, les spécialistes des infrastructures, de l'environnement. L'environnement dans la politique de l'emploi et de la formation professionnelle a été pris en compte (inspiré de l'exemple du Sénégal). Un document de projet sur les technologies vertes et constructions vertes au Sahel est développé et disponible ;

§ Grâce à l'appui des Nations Unies, 30 entreprises féminines ont pu améliorer leur accès aux marchés à

montant de 57 450 000 FCFA. Pour tirer le meilleur profit des AGR mises en place, les capacités des bénéficiaires ont été renforcées à travers des formations sur les thématiques suivantes : éducation financière, culture entrepreneuriale, comptabilité simplifiée, marketing de base, suivi et accompagnement d'une microentreprise ;

Pour faciliter l'accès des pisciculteurs à des alevins de qualité, les Nations Unies ont soutenu l'installation d'une écloserie à Konobogou dans le cercle de Baraouéli et la formation de 150 pêcheurs en techniques d'empoissonnement des mares et de préparation d'aliments poisson à partir des produits locaux ;

Pour faciliter l'accès des pisciculteurs à des alevins de qualité, les Nations Unies ont soutenu l'installation d'une écloserie à Konobogou dans le cercle de Baraouéli et la formation de 150 pêcheurs en techniques d'empoissonnement des mares et de préparation d'aliments poisson à partir des produits locaux ;

travers le renforcement de leurs capacités sur l'exportation et le marketing digital et leur mise en relation avec des acheteurs potentiels du Canada en utilisant les outils informatiques ; 21 groupements de femmes soit plus de 2000 femmes ont amélioré leurs capacités de production dans le domaine de l'embouche, de la pisciculture, de la savonnerie et du tissage ;

§ L'accompagnement technique et financier des Nations Unies en entrepreneuriat et gestion de micro-entreprise, a permis à 10 groupements de jeunes dont 40% de femmes dans les localités de Tominian, Koro, Bankass, Amderamboukane, Ansongo, de développer leurs plans d'affaires et leurs idées d'entreprises ;

Produit 2.1.2 : Les institutions nationales, le secteur privé et les communautés, particulièrement les femmes et les jeunes, sont dotés des capacités, compétences et connaissances techniques et technologiques nécessaires sur des bases factuelles pour le développement des Chaines de valeur agro-sylvo-pastorales, y compris sensibles à la nutrition



AGENCES: **UNCDF, ONUDI, FAO**

Les Nations Unies ont soutenu l'organisation de sessions de formations, la mise en place de microentreprises et d'investissements verts

- 363 personnes (89 hommes et 274 femmes) ont bénéficié du cash for work pour la création d'actifs (périmètres maraichers, forages, fosses compostières, étangs piscicoles) communautaires dans 04 communes des régions de Kayes et Mopti. Sur ces personnes, 310 ont acquis des compétences sur les activités de cash for work ;
- 10 groupements de femmes de 03 communes de la région de Mopti, sont désormais outillés sur la gestion d'entreprises, le marketing et l'élaboration de plans d'affaires. Au sein de ces groupements, 22 membres maîtrisent les bonnes pratiques agricoles et de récolte (techniques appropriées de manipulation, de stockage et de transport des fruits et légumes), les bonnes pratiques de fabrication, de conditionnement et de conservation, les bonnes pratiques d'hygiène lors de la fabrication et de la conservation des produits, l'élaboration de fiches techniques pour la fabrication et la démarche qualité
- Les capacités des services et organismes en charge de la sécurité sanitaire des aliments au Mali (services techniques, institut de recherche, industries alimentaires, universités, associations de consommateurs, ...) ont été renforcées à travers la formation de 55 agents dont 15 femmes sur les normes et codes d'usages du Codex Alimentarius et

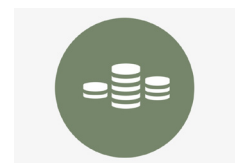
Produit 2.1.3 : L'environnement des affaires est amélioré, les capacités d'organisation et d'innovation des structures publiques et de compétitivité du secteur privé sont renforcées, et l'accès au financement est amélioré pour les PME, surtout celles des femmes et jeunes



AGENCES: **FIDA, ONU Femmes**

Grâce à l'appui des Nations Unies :

- La mise en place de stratégies de desserte et de services et produits financiers dans les zones rurales, a permis à 85 790 personnes dont 66 220 femmes d'avoir accès aux services financiers
- 100 entreprises féminines ont leur business plan élaboré, offrant ainsi une opportunité de faire financer les projets des entreprises féminines par des institutions financières et partenaires



Produit 2.1.4 : Les capacités de résilience des institutions et communautés aux chocs et crises économiques et liés aux conflits sont renforcées



AGENCES: **UNCDF OIM, FAO**

Les Nations Unies ont appuyé l'organisation de sessions de formations sur les enjeux de sécurité/cohésion sociale, sur la prévention et la gestion des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs à l'endroit des communautés



- 200 personnes (59 hommes et 141 femmes) ont acquis des compétences et capacités sur les outils d'analyse de conflit et la conception de plans d'actions inclusifs, sur la prévention et la gestion des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs dans 04 communes des régions de Kayes et Mopti
- 04 collectivités ont élaboré et intégré dans leur PDSEC les activités relatives à la prévention et la gestion des conflits (intercommunautaires, fonciers, etc.), le renforcement des services sociaux de base (nutrition, WASH, éducation, santé, Protection de l'enfant...)
- 143 clubs d'écoute communautaire ont été créés et ciblé 3700 personnes dont plus de 1300 femmes dans les cercles de Kayes, Nara et Nioro du Sahel, Bandiagara et Macina.

Produit 2.1.5 : Les autorités et acteurs nationaux disposent de capacités renforcées dans le domaine de la conception, mise en œuvre et du suivi et évaluation de mesures sensibles au genre, à l'équité, aux crises et chocs dans les politiques et stratégies économiques



AGENCES: BIT, FAO , ONU Femmes

- 1923 personnes dont 1082 femmes ont été mobilisées lors des assemblées villageoises d'information et de sensibilisation tenues dans les communes rurales de Touna, Diéna, Kignan, Kléla et Kourouma. Ceci a conduit à la création de 29 clubs d'écoute représentant des jeunes de 15 à 17 ans, à la formation de 300 leaders de clubs Dimitra, l'organisation de 340 séances de causeries éducatives sur le travail des enfants et autres thèmes préoccupant les communautés
- Réalisation de 108 émissions sur les conséquences négatives des travaux dangereux sur le développement physique et moral, psychologique et intellectuel des enfants
- Implication de 15 leaders des clubs Dimitra formés aux ateliers de formation sur l'approche mise en place et gestion au niveau communautaire des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)
- Elaboration d'une note politique et d'une stratégie de plaidoyer visant à faire une revue genre des mesures d'atténuation à la crise sanitaire covid et permettre une intégration effective du genre dans les plans de relance économique ainsi que les budgets nationaux

Principaux défis :

- La faiblesse des partenariats stratégiques avec les collectivités territoriales, le secteur privé et les OSC dans la prise en charge de certaines actions liées à certains types d'investissements et/ou d'actions de sensibilisation;
- Le manque d'un cadre de financement national intégré axé sur les priorités de développement du pays ;
- Mise en place d'un basket fund et la mobilisation de la contribution du Gouvernement.

Effet 2.2. D'ici 2024, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques

Produit 2.2.1 : Les institutions nationales et locales, les acteurs nationaux, locaux et les communautés exposées aux chocs et crises disposent de capacités de résilience accrue face aux effets négatifs du changement climatique et des catastrophes naturelles



AGENCES: ONU Femmes, UNCDF, UNICEF, PNUD, UNESCO

Les Nations Unies ont soutenu des stratégies nationales d'adaptation et de renforcement de la résilience de l'agriculture au changement climatique.

- Accompagnement du processus de revue de la Contribution Déterminée au Niveau National dans une perspective genre. Des indicateurs genre ont par ailleurs été mis à disposition ;
- 49 groupements regroupant 3550 membres, dont 100 hommes, ont acquis des financements d'un montant de 24 400 000 FCFA de crédit interne pour leur accès aux fonds, aux équipements de production et de transformation agricoles adaptés au changement climatique
- L'installation de 60 sites de démonstration a permis à 4660 bénéficiaires dont 100 hommes de réaliser des pratiques agricoles (régénération naturelle assistée, lutte contre les ravageurs des cultures, etc.)
- 3000 femmes et 23 hommes des zones rurales ont accédé plus facilement aux intrants de production et aux semences améliorées (semences de pommes de terre et d'oignons). Les activités de commercialisation des produits maraîchers menées par les femmes ont permis de générer 660 609 000 FCFA de chiffre d'affaires
- Restauration par les auditeurs et les apprenants des CAF, CED, AME, APE, CGS de 100 ha de terres agricoles dégradées CGS et production de 5400 tonnes de fumure organique et de compost ;
- Les capacités de 35 membres du cluster WASH, y compris des services techniques de l'Etat ont été renforcées en conception et dimensionnement des systèmes d'adduction d'eau solaire
- Les services EHA résilients au changement climatique ont été promus avec la réalisation de 107 systèmes d'adduction d'eau solaire dans les régions du nord, du centre et à Sikasso, permettant d'assurer de façon durable l'accès à l'eau potable dans les zones à risque ou affectées par des situations humanitaires
- 386 508 personnes (dont 207 748 enfants) affectées par une situation humanitaire, y compris la COVID-19 ont reçu une assistance WASH dans les régions de Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou et Sikasso, et dans le district de Bamako.

- 145 700 personnes (dont 78 300 enfants) affectées par une situation humanitaire ont bénéficié d'un accès durable à l'eau potable grâce à la construction de points d'eau dans les régions du nord, du centre et à Sikasso
- Le Système d'Alerte Précoce a été renforcé à travers l'installation de 03 Stations météorologiques, 10 Stations hydrologiques, 150 Pluviomètres automatiques à Bamako et dans les régions de Mopti et Kayes. Grâce à cet appui, une projection climatique a été réalisée et une base de données est disponible
- L'élaboration de 100 plans d'actions de prévention et de lutte contre les changements climatiques soutenus par une subvention afin d'aboutir au changement de comportement social.

Produit 2.2.2 : Les institutions et les communautés locales disposent de capacités pour assurer la gestion durable et favoriser l'accès équitable aux ressources naturelles, et la biodiversité dans une dynamique de prévention et de gestion des conflits



AGENCES: **ONU Femmes, UNCDF, PNUD, FAO, OIM**

- A la suite des actions de sensibilisation, de plaidoyers et d'accompagnement aux processus d'obtention et de sécurisation foncière, 19 nouveaux groupements de femmes de 1579 membres ont acquis 117,822 hectares de terres arables supplémentaires
- 2 555 femmes rurales ont bénéficié des sites de 11 nouveaux sites et 14 anciens sites maraichers/infrastructures aménagés qui ont permis d'accroître leur résilience aux effets des changements climatiques.
- 1500 femmes rurales des régions de Ségou et Sikasso ont acquis de nouvelles compétences sur le processus de sécurisation des transactions foncières et sur le contenu de la charte de gestion foncière.
- 9 nouvelles chartes de gestion foncière genre sensible ont pu être signés dans les cercles de Sikasso, Kita, Kolokani et Mopti. Elles favorisent l'implication des femmes dans la gestion des questions à l'accès à la terre dans leurs communautés et reconnaissent leur place dans ces processus
- 400 femmes (dont 200 à Ménaka et 200 à Ansongo) ont bénéficié d'appuis conséquents pour l'exploitation d'espaces maraichers en utilisant des techniques et pratiques respectueuses de l'environnement tout en jouant un rôle actif dans la sensibilisation sur la prévention des conflits liés aux ressources naturelles
- 12 comités villageois créés dans les cercles de Kayes, Nara et Nioro du Sahel composés de 121 membres dont 34 femmes sont désormais opérationnels dans le cadre de la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance à la frontière Mauritanie-Malienne



Produit 2.2.3 : Les capacités des acteurs et institutions nationaux et locaux sont renforcées pour l'adoption de nouveaux modes de production et consommation durables et du cadre de vie des populations



AGENCES: **ONU Femmes, UNESCO, UNCDF**

Les Nations Unies ont renforcé les capacités des coopératives de femmes, des agricultrices et des entrepreneures

- 150 bénéficiaires formées sur l'utilisation de la plateforme Buy From Women ont été enregistrés et dotées en téléphones smartphones;
- Sur 2 500 femmes dont les capacités ont été renforcées en stratégies de commercialisation, 2 490 ont pu commercialiser 300 tonnes d'oignons, 250 tonnes d'échalote, 75 tonnes de pomme de terre et autres spéculations;
- Les activités d'embouche et d'élevage menées par 08 groupements des cercles de Kita et Kolokani, ont permis de générer un chiffre d'affaires de 5 557 000 FCFA.



Produit 2.2.4 : Les institutions, et les Collectivités, les PME dirigées notamment par les femmes et les jeunes, disposent de capacités pour une mise à disposition et utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables à moindre coût

AGENCES: **ONU Femmes, PNUD**



Dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables en faveur des communautés, les Nations Unies ont soutenu la création d'unités polyvalentes de transformation et de commercialisation des produits agroalimentaires basées sur les énergies renouvelables à travers la mise en place de 10 puits équipés de système solaire mis à la disposition des femmes engagés dans les activités maraichères dans la région de Ségou et l'établissement d'un partenariat avec l'Université de Sherbrooke pour la fourniture d'équipements solaires

- Les mécanismes de coordination et de planification humanitaire du Gouvernement, à travers la Direction Nationale du Développement Social et d'autres acteurs clés ont été renforcés à l'échelle nationale et infranationale
- Le plan national de préparation et de réponse aux inondations est disponible, ainsi que ses déclinaisons dans 6 régions (Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou) et à Bamako, les régions de Mopti, Gao et Tombouctou disposent de plans de contingence multi risques à jour
- Les plans de contingence ont ensuite permis de prépositionner des intrants de contingence auprès des DRDSES et des DRPC
- La Direction Nationale du Développement Social (DNDS) et ses structures déconcentrées (DRDSES) ont les capacités matérielles (véhicules, NTIC) accrues, afin d'améliorer la coordination et le suivi des interventions humanitaires dans toutes les régions et à Bamako
- Le Gouvernement, à travers les DRDSES et les DRPC dispose de stock de contingence à Bamako et dans 6 régions (Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou), dans le cadre de la réponse aux inondations et aux déplacements de populations suite aux conflits armés.

Produit 2.2.5 : Les institutions et les acteurs nationaux et locaux disposent de capacités renforcées de préparation et gestion de l'urgence

- 932 351 personnes dont 343 290 femmes du district de Bamako et de la région de Mopti ont été atteintes pour le changement de comportement pour l'adoption des mesures barrières de la maladie COVID-19 ;
- Les capacités de 60 Volontaires communautaires de Mopti et Bamako ont été renforcées en entrepreneuriat et techniques de recherche d'emploi ;
- Ajouter VNU au niveau des agences sous le produit 2.2.5 (donc il est à côté de UNICEF)
- Ajouter VNU (Volontaires des Nations Unies) à la page des sigles et acronymes



AGENCES: **UNICEF**

Grâce à l'appui des Nations Unies envers les systèmes nationaux et locaux pour la planification et le suivi des interventions humanitaires :

Produit 3.1.2: (Nutrition) Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour planifier, mettre en œuvre et utiliser de manière efficace les services de Nutrition de qualité, y compris en situation humanitaire



AGENCES: **OMS, PAM, UNICEF**

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, les Nations Unies ont soutenu la mise en place du paquet d'interventions de nutrition préventives. Ceci a permis :

- D'assister 142 948 enfants de 6-23 mois et 39446 femmes enceintes et allaitantes ;
- De prendre en charge 100082 enfants de 6-59 mois, 11071 femmes enceintes et allaitantes, 30819 accompagnants d'enfants de moins de 5 ans hospitalisés. Toujours dans le même cadre, 108 031 (58 337 filles et 49 694 garçons) de 0-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère ont été pris en charge avec un taux de guérison 93% ;
- De prendre en charge 392 961 (sur 426205 soit 92.2%) enfants de 6 – 11 mois (92,2%) et 550 995 (826354) enfants de 12- 59 mois (14,4%) dans le cadre de la supplémentation en Vitamine A
- De renforcer les capacités de 60 acteurs (DRS, Points focaux nutrition CSRéf, pédiatres, gynécologues, ONG et PTF) sur les nouvelles recommandations Initiative Hôpitaux Amis des Bébés
- 35% % des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe globale (MAG) ont été pris en charge dans les centres nutritionnels
- 143 000 enfants et 39 400 femmes enceintes et femmes allaitantes ont eu accès à un paquet d'interventions de nutrition préventives
- 140 600 élèves (67500 filles et 73 100 garçons) ont bénéficié du programme d'alimentation scolaire.

Principaux défis :

- Mobilisation de la contribution du Gouvernement
- Défis liés à la mobilisation des ressources dans le cadre humanitaire moindre comparer aux besoins humanitaires

Effet 3.1 D'ici 2024, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire

Axe 3 : Services sociaux de base accessible, de qualité, et protection sociale inclusive

Produit 3.1.1 (Santé et VIH/Sida) : Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace l'offre, la demande et la qualité de services de Santé (y compris la planification familiale et le VIH/Sida équitables), y inclus en situation humanitaire



AGENCES: **OMS, OIM, ONUSIDA, UNFPA, UNHCR, ONU Femmes**

- La base de données SIMR intègre les indicateurs SDMPR
- 78 micro plans chiffrés ont été élaborés et rendus disponibles au niveau de 11 ASACO
- 241 prestataires de santé (médecins/infirmiers, pharmaciens et sage-femmes) ont été outillés sur les modèles différenciés d'offre des services dans la région de Koulikoro et le District de Bamako
- L'offre de services de santé a été améliorée à travers la mise en place de 03 maternités préfabriquées dans les régions de Ségou et Mopti, l'acquisition de motos-ambulances et l'équipements SONU pour 75 maternités des CSCOM, la prise en charge chirurgicale de 80 femmes porteuses de fistule obstétricale
- La cartographie et le réseautage des SONU ont été réalisés
- 376 personnes ont reçu un soutien psychosocial dans les régions de Mopti et de Gao par le biais de sessions de groupe, de discussions individuelles, d'éducation informelle ou de sensibilisation à la santé (198 femmes, 51 hommes, 45 garçons et 82 filles) ;
- La stratégie de dépistage du VIH chez les enfants malnutris, les patients tuberculeux et les patients admis pour consultations IST dans les CSRéf de la région de Ségou a permis de dépister 2824 enfants dans les URENI sur une cible de 2100 soit une réalisation de 134%
- La stratégie de dépistage du VIH a permis de dépister dans les districts sanitaires 7697 sur 8530 patients admis soit un de réalisation de 90%
- La fourniture de repas scolaires aux élèves dans 656 écoles publiques, a permis à 140 621 enfants (73 123 garçons / 67 498 filles) d'être nourris ;
- 250 ménages ont adhéré à la mutuelle dans la région de Kayes et un mécanisme de gestion des plaintes a été mis en place pour mieux suivre la qualité des services de la mutuelle et gérer les plaintes des réfugiés



Produit 3.1.3 (Education) : Les institutions et les communautés disposent de capacités renforcées pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace la demande et l'offre de services d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité et équitables, et de renforcer l'accès, y compris en situation humanitaire.



AGENCES: **UNICEF, UNESCO, OIM, UNHCR**

Les Nations Unies ont appuyé la fourniture d'accès aux offres d'éducation préscolaire, primaire, fondamental (enfants de 3-5 ans ; 6-12 ans ; 13-18 ans). Des soutiens ont également été apportés au Ministère de l'Éducation Nationale, aux leaders communautaires, chefs traditionnels et agents communautaires. Ainsi :

- 18 024 enfants dont 671 filles en situation humanitaire ont eu accès à l'éducation de base formelle ou non formelle (écoles maternelles) / espaces d'apprentissage de la petite enfance
- 121 538 enfants (49 762 filles) ont bénéficié d'appui pour l'accès à l'éducation primaire
- 4 914 enfants ambassadeurs et 818 JDDE ont acquis des compétences en communication interpersonnelle, en promotion de l'égalité des sexes, en techniques de visites à domicile et de causeries éducatives, et sur les questions de promotion de la paix et de la cohésion sociale
- 2500 membres des comités de gestions des régions de Ségou, Mopti et du district de Bamako formés sur leurs rôles, responsabilités et sur la dimension genre et sur les notions de Covid
- Les capacités de 2000 enseignants ont été renforcées sur les pédagogies de la lecture écriture et mathématiques et sur les compétences de vies courantes, sur la santé de la reproduction
- La politique nationale des enseignants du Mali et du paquet de ressources sur les référentiels des enseignants a été validée et disséminée
- Grâce aux actions de plaidoyer menées auprès des autorités éducatives pour favoriser l'accès à l'éducation aux enfants réfugiés privés de leurs droits à l'éducation suite au déplacement, les enfants réfugiés non scolarisés ont bénéficié d'une seconde chance grâce à la Stratégie de Scolarisation Accélérée (SSA/P) qui a permis de récupérer 1 127 enfants.

Produit 3.1.4 (EHA) : Le cadre de vie des communautés est amélioré, en particulier pour les plus défavorisés, par un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base, et l'adoption des pratiques d'hygiène adéquates notamment en situation humanitaire



AGENCES: **OMS, OIM, UNICEF, UNHCR**

- La mise à niveau du paquet minimum WASH dans 50 établissements de santé de zones à risque d'épidémie
- A 94 051 personnes d'avoir accès à l'eau potable dans les régions de Kayes, Sikasso, Koutiala, Bougouni, Mopti, Ségou, Gao, Ménaka et Kidal
- A 301 227 personnes dont 143 110 hommes et 158 117 femmes dans 247 villages d'utiliser des latrines hygiéniques grâce à la certification FDAL dans les régions de Gao, Ménaka, Koulikoro, Sikasso et Kayes
- A 14 313 personnes déplacées internes (PDI) soit 2 403 ménages de Mopti et Ségou d'adopter les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ;
- Avec la construction de 12 douze cabines de latrines d'urgence sur les sites de déplacés internes (Horoguinde, commune de Sokoura et de Datomé, dans la ville de Djenne) et la distribution de kits de lavage de mains à 308 ménages 73 à Gao et à Ménaka. Des signaux forts pour le changement de comportements en hygiène ont pu être captés par les PDI et les communautés hôtes pendant cette période de pandémie du Covid-19

Principaux défis :

- Défis lie a la mobilisation des ressources dans le cadre humanitaire moindre comparer aux besoins humanitaires
- Retard dans la mise en œuvre des activités dont les résultats sont indispensables pour l'allocation des ressources ;
- Mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources

Effet 3.2 : D'ici 2024, Les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire

Produit 3.2.1 : Les capacités des institutions de protection sociale (sécurité sociale et filets sociaux) aux niveaux national, régional et local sont renforcées, pour la prise en charge efficace des besoins des populations les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les adolescents, y compris en situation humanitaire



AGENCES: **OIM, UNHCR, PAM**

Les Nations Unies ont appuyé les interventions en faveur des PDI à travers l'assistance en abris et la mise en place d'AGR. A la suite de ces interventions :

- 970 ménages PDI ont bénéficié d'abris transitoires, de Kits NFI dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao ;
- 2174 PDI vulnérables (femmes et jeunes) et famille hôtes des régions de Mopti et Ségou ont bénéficié de kits de démarrage pour mener des AGR
- 120 personnes vivant avec le VIH (PVVIH) ont bénéficié du projet pilote de protection sociale dans la région de Sikasso
- Les conditions de vie de 11 751 ménages totalisant 50 845 réfugiés et demandeurs d'asile ont été améliorées grâce aux différentes activités d'accompagnement dans les AGR individuelles, de formation professionnelle (couture mécanique-moto), etc. : les femmes chefs de ménage sont devenues autonomes et capables de prendre en charge leurs dépendants, les situations particulières identifiées ont également été abordés
- Les capacités de 250 acteurs étatiques et communautaires sur les violences basées sur le genre ont été renforcées
- 45 000 ménages les plus démunis ont été couverts par les transferts sociaux (filets sociaux)

Produit 3.2.2 : Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour identifier et protéger les populations vulnérables, notamment les femmes et les filles, et celles affectées par toutes formes de violence et de menaces à l'intégrité physique, y compris en situation humanitaire



AGENCES: **ONU Femmes, OIM, UNICEF, UNFPA**

Les Nations Unies ont appuyé l'organisation de sessions de formation, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action locaux pour lutter contre la violence basée sur le genre e autres pratiques néfastes. A la suite de ces interventions :

- Les capacités de 183 personnes parmi les acteurs humanitaires intervenant dans le pays y compris les représentants des services de l'Etat ont été renforcées
- 10 plans d'actions de lutte contre les VBG ont été élaborés à Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou dont 05 par les coalitions de chefs traditionnels et religieux et 05 par les réseaux d'OSC
- 160 leaders traditionnels et religieux ont renforcé leurs capacités sur le concept genre, les violences basées sur le genre et la masculinité positive
- 80 jeunes (60 femmes et 20 hommes) ont renforcé leurs capacités sur les concepts du genre, les VBG et la gestion des menstrues et l'hygiène corporelle afin de mieux informer et sensibiliser leurs pairs pour la prévention et l'orientation des survivantes de VBG
- 210 agents de police (45 femmes, 30 Directeurs régionaux et 30 points focaux genre), se sont approprié les concepts des VBG, les masculinités positives, les étapes nécessaires à une bonne gestion de cas, ainsi que la prise en compte de la dimension genre dans les différentes planification et programme de la police Nationale
- 05 réseaux composés de plus de 250 OSC ont été mis en place et renforcés dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako
- Une base de données nationale sur les VBG dédiée aux VFF, y compris les VSBG et les pratiques néfastes et un pool de formateurs nationaux et de pools régionaux d'acteurs producteurs de données VBG ont été mis en place
- 10 One Stop center ont été remis officiellement aux autorités administratives
- 02 mécanismes de Référencement Nationaux (MRN) ont été développés et mis en œuvre, un pour les migrants les plus vulnérables, tant maliens qu'étrangers, et un pour les victimes de la traite



Principaux défis : Défis liés à la mobilisation des ressources dans le cadre humanitaire moindre comparer aux besoins humanitaires.

2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030

L'équipe pays a poursuivi en 2021 la consolidation des partenariats en place dans un contexte marqué par les effets de la crise politique et de l'insécurité avec des incidences sur la mobilisation des ressources. Par exemple, le plan de réponse humanitaire 2021 n'a été financé qu'à hauteur de 38%.

La stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources de l'équipe pays en place s'est adaptée au contexte pays pour saisir les opportunités de financement. L'exercice d'élaboration du Cadre national intégré de financement des ODD a été acté au cours de l'année 2021 par le gouvernement avec l'appui des AFPs et ce dans le cadre de la mise en œuvre du programme SDG Fund de développement du capital humain. Il permettra à terme d'assurer plus de cohérence et d'efficacité dans le financement de l'agenda 2030 au Mali.

En matière de partenariats innovants, le SNU a privilégié durant la période sous revue, la participation aux mécanismes de mobilisation conjointe des ressources et des partenariats avec le secteur privé. Le partenariat avec le Fonds Climat pour le financement des projets et les partenariats avec les ONGs dans le domaine des emplois verts ainsi que des partenariats avec les associations de jeunesse sur des stratégies de prévention des VBG ont été également privilégiés.

Les AFPs ont aussi engagé au cours de l'année un début de collaboration avec l'Espagne et la République Tchèque, des universités de Sherbrooke, de Tuwindi et Donilah.

Le partenariat avec SDG Fund est resté une priorité pour l'équipe pays en 2021 à travers le financement de la mise en œuvre du Programme conjoint sur le développement Capital humain qui s'est poursuivie en 2021 avec le renforcement des capacités nationales en faveur des ODD. Le programme a permis en 2021 la production de cinq (5) notes budgétaires, notamment sur la santé, l'éducation, la protection sociale, la nutrition et l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Dans l'ensemble, il est ressorti que la formulation du budget devra être améliorée pour lier les dotations aux priorités sectorielles telles qu'elles sont décrites dans les politiques sectorielles et les engagements internationaux. Ce qui augmentera la cohérence entre les processus de planification/programmation et de budgétisation pour aider à accroître le potentiel des budgets pour atteindre ses objectifs.

2.4 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

En 2021, l'équipe pays a fait du renforcement de la cohésion d'équipe et de la mise en œuvre conjointe de l'UNSDCF 2020-2024 une haute priorité pour accompagner le Mali dans la réalisation des ODD. Il s'est agi pour l'équipe pays, sous le leadership du Coordonnateur Résident, d'assurer l'inclusivité des AFPs et des partenaires nationaux dans les priorités de développement du pays au regard du CREDD et de l'UNSDCF 2020-2024 nonobstant le contexte politique, social, économique et sécuritaire difficile. Pour ce faire, l'UNCT a mis à contribution les visites conjointes des Chefs des AFPs dans les régions pour appréhender

La dynamique de travail en cours de la stratégie des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) en faveur du développement des partenariats et de la mobilisation des ressources notamment avec le Qatar a retenu l'attention de l'équipe pays qui a proposé en 2021 trois projets à la recherche de financement de UNISS. Par ailleurs, les opportunités de financement à travers le Peace Building Fund ont été saisies en 2021 par l'UNCT avec un portefeuille de six (6) nouveaux projets approuvés fin 2021 avec un budget de 8.3 millions \$.

L'essentiel du financement des activités 2021 de l'UNSDCF a été obtenu à travers les partenariats traditionnels de donateurs multilatéraux et bilatéraux tels que l'Union européenne, le Département pour le Développement International (DFID) Royaume Uni, le Japon, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Comité d'Allocation des Ressources Migratoires (MIRAC), l'Agence Coréenne de Coopération, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Suisse, le Luxembourg, la France, l'Australie, le Canada.

L'équipe pays est aussi impliquée au Mali dans les cadres de concertation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) comprenant le Groupe Exécutif de Coopération (GEC), le Groupe des Ambassadeurs (GA), les Groupes Thématiques et les Groupes de Dialogue. Les partenariats assez fructueux avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile, et le secteur privé au Mali sont aussi à relever au cours de l'année.



les réalités du terrain en matière de développement et d'enjeux humanitaires, échanger sur les opportunités existantes avec les autorités locales, la société civile, les services techniques déconcentrés de l'Etat et les antennes locales des AFPs et de la MINUSMA. Ce qui a permis de revisiter et de réajuster in situ les priorités sectorielles des interventions et perspectives du SNU avec de nouveaux programmes et projets conjoints identifiés et développés pour mobiliser des ressources afin de répondre à des besoins de développement spécifiques.

C'est le cas des projets avec l'Office du Niger visant à optimiser le potentiel agricole de la vallée du Niger. D'autres projets visant à promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes en milieu rural ont été privilégiés avec l'implication à la fois de plusieurs entités des Nations Unies.

Cette approche de synergie d'équipe et de complémentarité entre les AFPs a prévalu également dans la conception et la mise en œuvre de programmes conjoints pour la mobilisation des ressources du Fonds de consolidation de la paix et d'autres guichets de financement. On peut relever aussi en 2021 l'identification et la mise en œuvre de projets phares conjoints, notamment dans les secteurs sociaux (eau, éducation, développement rural/pastoralisme), les élections, destinés à accompagner la transition politique conformément à la feuille de route du gouvernement de transition. Cela répond à la stratégie de mobilisation conjointe des ressources élaborée par l'UNCT Mali consistant à développer des banques de projets conjoints pour saisir les opportunités de mobilisation tant à travers les calls que la construction des partenariats avec les donateurs. On peut citer comme résultat en 2021 parmi tant d'autres la mobilisation des ressources des donateurs pour le processus électoral pour un total de 35 195 303 USD pour le panier commun.

Le renforcement des mécanismes de coordination

2.5 Evaluation et leçons tirées

Les principaux défis identifiés dans la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2021 restent toujours importants, notamment l'instabilité politique, la dégradation de la situation sécuritaire au Nord et au Centre du Mali qui n'a pas facilité l'accès pour la fourniture des services par les AFPs; la crise sanitaire et l'amenuisement des ressources des PTF pour l'aide au développement du fait de la multiplicité des crises; les défis dans la mise œuvre plutôt des projets du a la situation politique avec des délais plus long pour la mise en œuvre mais aussi au niveau des bailleurs fond notamment sur les questions de gestions des frontières; défis liés a la mobilisation des ressources dans le cadre humanitaire moindre comparer aux besoins humanitaires; absence de structures déconcentrées partenaires dans certaines zones: absence de services judiciaires, dans certaines zones constitue un facteur d'accroissement de l'insécurité dans les communautés; la faiblesse des partenariats stratégiques avec les collectivités territoriales, le secteur privé et les OSC dans la prise en charge de certaines actions liées à certains types d'investissements et/ou d'actions de sensibilisation; le manque d'un cadre de financement national intégré assez sur les priorités

interagences, notamment le PMT, l'OMT, le GTSE, le GTG, l'UNCG, le groupe de mobilisation des ressources et les groupes de résultats a constitué un levier central de pilotage et d'assurance de l'efficacité de la coordination de l'équipe pays.

Sur le chantier de l'Efficiency agenda, l'UNCT Mali a en 2021 renforcé l'unité d'action et l'efficacité de ses opérations par l'adoption de la nouvelle génération du Business Operation Strategy (BOS 2.0) qui a donné des gains d'économie pour les AFPs.

Le BOS au Mali développé pour la période 2021-2024 et composé de 5 catégories de services et de 25 lignes de services en 2021, est mis en œuvre conformément à un plan de travail et de ressources annuel approuvé par l'équipe de pays. Il a permis des économies de coûts pour l'année 2021. En effet, en plus de la qualité des services, il est escompté des économies de coûts de 4 457 990 \$ entre 2021 et 2023 pour divers services communs mis en œuvre. Ce BOS au Mali promeut en outre l'innovation, la durabilité environnementale, le genre et l'inclusion, y compris les services à fort impact et des contributions aux ODD. Il est relevé à fin 2021, l'amplification et l'optimisation de la gestion des locaux communs conformément aux normes des Nations Unies et la mise à l'échelle des solutions de durabilité environnementale et des accords à long terme (LTA) à consolider en 2022.

de développement du pays et la non disponibilité des données statistiques à temps. L'insuffisance de synergie dans les actions menées ; la faible diversification de l'économie et l'insuffisance dans la transformation des produits locaux ; l'insuffisance de données statistiques pour le suivi-évaluation des ODD ; les difficultés de mobilisation des ressources pour le financement des ODD, y inclus du secteur privé, et l'insuffisance de l'Aide Publique au Développement (APD). Il apparaît ainsi que les principaux défis que le Mali doit relever dans la mise en œuvre de l'UNSDCF, les ODD résident notamment dans : ((i) l'amélioration des fonctions de planification stratégique du développement et de pilotage de l'économie ; (ii) la mobilisation et l'absorption des ressources intérieures et extérieures ; (III) l'efficacité et la transparence dans la gestion des finances publiques ; le renforcement des capacités de tous les acteurs concernés par les ODD. Le relèvement du défi sécuritaire constitue une condition sine qua non pour prétendre enregistrer des progrès notables dans l'atteinte de la quasi-totalité des cibles ODD.

Le caractère ambitieux des ODD et le faible niveau des financements pour y faire face impliquent un plus grand engagement des acteurs nationaux, internationaux, publics aussi bien que privés. L'intégration des ODD au CREDD a permis de faciliter le suivi évaluation des ODD à travers le Décret N°2018-0623 /PM-RM du 08 août 2018 fixant le mécanisme institutionnel de pilotage et de suivi évaluation du CREDD et des ODD. La tenue de la revue du CREDD et des ODD et le dialogue qu'elle alimente avec l'ensemble des acteurs, constituent un exercice et des moments importants de transparence et de redevabilité autour des résultats de la mise en œuvre des politiques publiques. La dissémination des résultats issus du rapport de mise en œuvre du CREDD et des ODD auprès de toutes les parties prenantes au processus participe aussi de l'exigence de redevabilité qui alimente la formulation et le suivi des politiques publiques.

Les revues de mise en œuvre du CREDD et des ODD permettent aux autorités et aux partenaires d'opérer un

meilleur ciblage des politiques, des programmes et projets de lutte contre la pauvreté et de développement humain durable et de renforcer le dialogue entre le Gouvernement et les partenaires sur les politiques et priorités de développement. Elles permettent aussi un alignement des documents de politiques des partenaires sur les priorités du Gouvernement inscrites dans le CREDD.

Parmi les résultats notables, il convient de relever l'alignement des documents programmatiques de nombreux Partenaires techniques et financiers (PTF) sur les orientations et axes stratégiques du CREDD notamment les agences du SNU à travers le CPD 2020-2024 du PNUD et de l'UNICEF, l'UNSDCF 2020-2024 des Nations-unies. En outre, il convient de souligner que pour harmoniser les cadres de dialogue entre le Gouvernement et les PTF, les partenaires ont bien voulu s'aligner sur les Groupes thématiques du CREDD 2019-2023, en rationalisant le nombre de leurs groupes thématiques, de plus d'une dizaine, à cinq (5) groupes actuellement.

2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

Le Cadre de financement annuel 2021 établit le total du budget par domaine stratégique, les ressources mobilisées, les ressources disponibles et le gap de financement.

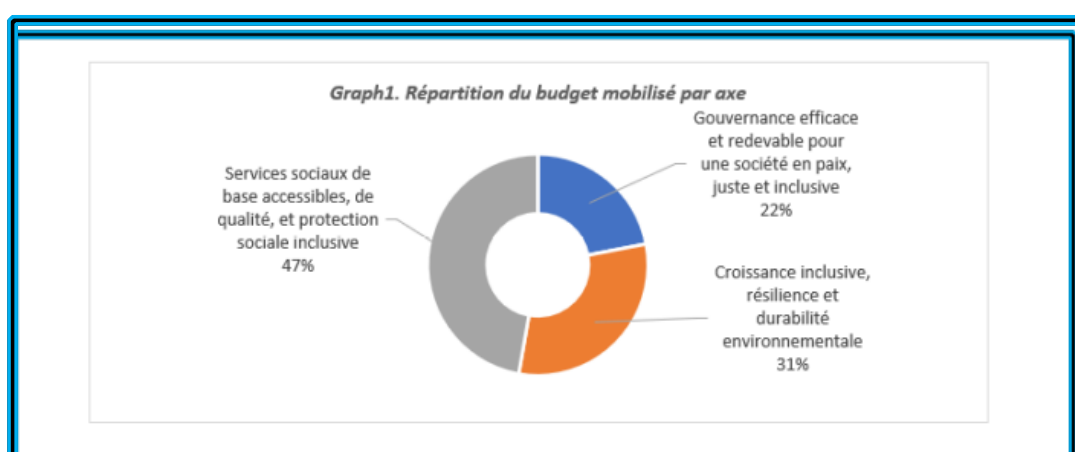
Les montants dépensés en 2021 pour la mise en œuvre des activités sont de 332 116 330 USD, soit un taux d'exécution financière de 84% par rapport au montant mobilisé (394 631 350 USD).

Tab1. Aperçu financier et mobilisation des ressources

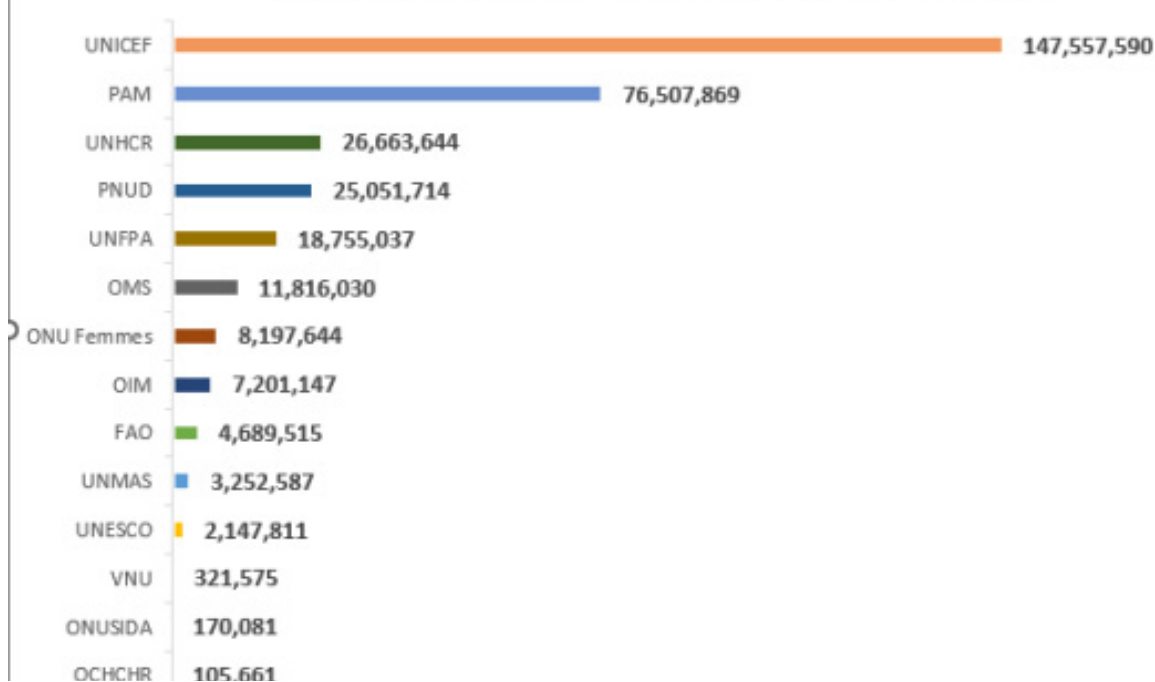
Agences	Budget 2021	Ressources mobilisées	Gap/Surplus de financement	Ressources dépensées	Taux exécution
OIM	12 107 495	12 321 182	-213 687	7 201 147	58%
ONUSIDA	295 000	218 734	76 266	170 081	78%
PNUD	30 874 649	64 403 183	-33 528 534	25 051 714	39%
UNICEF	228 429 249	147 581 558	80 847 691	147 557 590	100%
UNMAS	3 602 688	3 252 587	350 101	3 252 587	100%
FAO	9 137 320	9 137 320	0	4 689 515	51%
ONU Femmes	10 338 750	10 338 750	0	8 197 644	79%
UNESCO	2 315 729	2 529 172	-213 443	2 147 811	85%
OMS	14 615 895	7 985 158	6 630 737	11 816 030	148%
UNHCR	57 360 511	27 000 240	30 360 271	26 663 644	99%
OCHCHR	105661	105661	0	105661	100%
UNFPA	13 980 358	18 755 037	-4 774 679	18 755 037	100%
PAM	194 988 341	91 002 768	103 985 573	78 124 928	84%
VNU	322755	322755	0	321575	99%
TOTAL	578 474 401	394 954 105	183 520 296	332 437 905	84%

Tab2. Répartition des ressources par axe stratégique

Axes stratégiques	Budget prévu (USD)	Ressources mobilisées (USD)	Gap de financement (USD)	Ressources dépensées (USD)	Taux de réalisation financière
Axe stratégique 1. Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive	52 372 209	86 796 989	-34 424 780	37 908 065	44%
Axe stratégique 2. Croissance inclusive, résilience et durabilité environnementale	229 622 647	121 707 900	107 914 747	124 234 688	102%
Axe stratégique 3. Services sociaux de base accessibles, de qualité, et protection sociale inclusive	296 479 545	186 449 216	110 030 329	170 295 151	91%
TOTAL	578 474 401	394 954 105	183 520 296	332 437 905	84%



Graph2. Répartition des montants dépensés par agence (USD)



Chapitre 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année à venir

L'équipe pays poursuivra en 2022 la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UNSDCF 2020-2024 en optimisant les appuis en matière de gouvernance inclusive, de participation inclusive à la vie publique et aux processus électoraux pour tous dont les femmes et les jeunes, de croissance économique, de soutien aux emplois et aux capacités productives, notamment des plus vulnérables, de développement des modes de production et de consommation durables et de protection de l'environnement, de renforcement des capacités d'offres et d'accès aux services sociaux de base et de protection sociale. De nouveaux projets phares conçus avec le gouvernement sur la résilience au changement climatique, d'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement des emplois décents avec l'Office du Niger, de renforcement des capacités dans le secteur de la justice, et de consolidation de la paix et de la cohésion sociale dans les zones transfrontalières seront mis en œuvre au cours de l'année 2022. Les questions de jeunesse et des femmes resteront des thématiques prioritaires transversales pour les interventions des Nations Unies dans le pays. En plus des stratégies Nexus et de la jeunesse pour le SNU au Mali développées les deux dernières années, une stratégie UN de la résilience sera finalisée et mise en œuvre au cours de l'année 2022.

Les actions majeures pour l'année 2022 porteront sur l'essentiel sur :

DANS LE DOMAINE DE LA GOUVERNANCE EFFICACE ET INCLUSIVE :

- Renforcement des capacités des acteurs de la sécurité et de la justice ;
- Renforcement des mécanismes de prévention et gestion des conflits.
- En matière de Cohésion sociale, réconciliation, droits de l'homme :
- Appui aux actions de renforcement de la cohésion sociale et réconciliation nationale.
- Dans le secteur de la Croissance inclusive et résiliente et des emplois décents :
- Appui aux actions de réinsertion socio-économique dans différentes filières ;
- Appui à la mise en place d'activités génératrices de revenus ;
- Appui aux exploitations agricoles ;
- Appui aux innovations technologiques dans les pratiques agricoles durables liées au changement climatique.

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET NUTRITION :

- Renforcement des capacités des services de la santé ;
- Fourniture des services de nutrition préventive contre la malnutrition chronique.

EN MATIÈRE D'ÉDUCATION :

- Renforcement des capacités des services d'éducation et de formation professionnelle.

DANS LE SECTEUR EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT :

- Promotion d'actions d'assainissement dans les communautés et dans les écoles.

DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE :

- Appui aux institutions, aux autorités et aux communautés pour mettre en œuvre des politiques et des stratégies sociales inclusives ;
- Assistance aux communautés, aux ménages et aux institutions nationales et infranationales pour mieux se préparer la réponse aux crises et aux chocs, notamment ceux causés par les changements climatiques.

Liste des sigles et acronymes

- **AFP** : Agences, Fonds, Programmes
- **AN** : Assemblée Nationale
- **AME** : Association des Mères d'Elèves
- **APE** : Association des Parents d'Elèves
- **BIT** : Bureau International du Travail
- **BCP** : Bilan Commun de Pays
- **BOS** : Stratégie relative aux activités opérationnelles
- **CAF** : Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
- **CED** : Centre d'Education pour le Développement
- **CNDH** : Commission Nationale des Droits de l'Homme
- **CNT** : Conseil National de la Transition
- **CREDD** : Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
- **CSCOM** : Centre de Santé Communautaire
- **CSLP** : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
- **CSRéf** : Centre de Santé de Référence
- **CVJR** : Commission Vérité Justice Réconciliation
- **DDHP** : Division des Droits de l'Homme et de la Protection
- **DRDSES** : Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
- **DRPC** : Direction Régionale de la Protection Civile
- **DTM** : Matrice de Suivi des Déplacements
- **EHA** : Eau, Hygiène, Assainissement
- **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- **FIDA** : Fonds International de Développement Agricole
- **GTG** : Groupe Technique Genre
- **GTSE** : Groupe Technique de Suivi et Evaluation
- **HCDH** : Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme au Mali
- **IDH** : Indice de Développement Humain
- **INSTAT** : Institut National des Statistiques
- **IST** : Infection Sexuellement Transmissible
- **MGF** : Mutilations Génitales Féminines
- **MINUSMA** : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
- **ODD** : Objectifs de Développement Durable
- **OIM** : Organisation Internationale pour les Migrations
- **OMS** : Organisation Mondiale de la Santé
- **OMT** : Groupe des Opérations des Nations Unies
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **ONUDC** : Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
- **ONUUDI** : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- **OSC** : Organisation de la Société Civile
- **PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- **PBF** : Fonds pour la consolidation de la paix
- **PBSG** : Planification, Budgétisation, Sensible au Genre
- **PDSEC** : Plans de Développement Social, Economique, et Culturel
- **PDI** : Personnes Déplacées à l'Intérieur de leur propre pays
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PMT** : Equipe de Gestion du Programme
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- **PTF** : Partenaires Techniques et Financiers
- **SAJP** : Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires
- **SDG** : Objectifs de Développement Durable
- **SDMPR** : Surveillance des Décès Maternels, Périnataux et Riposte
- **SIMR** : Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte
- **SNU** : Système des Nations Unies
- **SONU** : Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
- **UN** : Nations Unies
- **UNCDF** : Fonds d'Équipement des Nations Unies
- **UNCG** : Groupe de Communication des Nations Unies
- **UNCT** : Equipe de pays des Nations Unies
- **UNDP** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- **UNESCO** : Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture
- **UNFPA** : Fonds des Nations Unies pour la Population
- **UNHCR** : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
- **UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- **UNMAS** : Service de Lutte Anti-mines
- **UNPOL** : Police des Nations Unies
- **UNSDCF** : Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
- **URENI** : Unités de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensive
- **VBG** : Violences Basées sur le Genre
- **VFF** : Violences Faites aux Femmes et Filles
- **VIH** : Virus de l'Immunodéficience Humaine
- **VSBG** : Violences Sexuelles Basées sur le Genre



NATIONS UNIES MALI

